



PUBLIC - PRIVE

MEME COMBAT

Le projet de loi Travail (« El Khomri ») constitue une nouvelle illustration des attaques menées contre le monde du travail, les droits sociaux et le vivre ensemble.

Il est révélateur d'une philosophie globale qui concerne l'ensemble des salariés du « privé » et du « public » :

- En donnant la possibilité de déroger au niveau d'une entreprise au cadre réglementaire et aux accords de branche, il ouvre la voie à la remise en cause de droits sociaux élémentaires par une inversion de la hiérarchie des normes.
- En créant un barème aux indemnités de licenciement, il donne la possibilité aux entreprises de provisionner le coût d'un licenciement abusif, le facilitant ainsi, ce qui accentuera la précarité.
- En portant comme priorité les intérêts des employeurs contre les droits des salariés, il introduit une rupture dans la société française et le monde du travail en accentuant le déséquilibre créé par le lien de subordination.
- En remettant en cause les socles du temps de travail, il privilégie la rentabilité financière des actionnaires sur la santé des salariés.

Les agents publics ne seront pas épargnés par cette réforme. Le Statut Général, et les textes qui en découlent, comportent de nombreux sujets qui découlent directement ou indirectement du Code du Travail.

A la DGFIP, nous subissons chaque jour les méfaits des suppressions massives d'emplois, des restructurations et de la réduction des moyens.

A la DGFIP , nos garanties disparaissent (suppressions de certaine RAN).

A la DGFIP, notre régime indemnitaire sera mis à mal par la rémunération au mérite et la mise en œuvre du RIFSEEP.

A la DGFIP, des pans entiers de nos missions seront, dans un avenir très proche, tout simplement supprimés...

Un projet sur la remise en cause des 35H (disparition des jours RTT) est dans les tiroirs et prêt à être sorti.

**Contre la Loi Travail, Contre les suppressions d'emplois,
Contre les restructurations, Contre le RIFSEEP, le PPCR et
la rémunération au mérite, Contre la remise en cause de nos
droits et garanties, Contre la suppression de pans entiers de
nos missions...**

UN SEUL MOT D'ORDRE : L'ACTION

Prenons l'exemple des Pyrénées Orientales.

**Ensemble, en Assemblée Générale, décidons d'une grande
journée d'action le 14 juin,et des suites à donner ...**

**Agissons pour un Service Public de qualité sur tout le
territoire et pour l'amélioration de nos conditions de travail !**